

L'interpellation du patrimoine et la construction territoriale. L'épaisseur historique partagée comme potentiel de développement

Calling on heritage and territorial construction. Shared historical depth as a potential for development

A. Loza Armand Ugón¹

Le travail qui a pour objet la valorisation et dynamisation des ressources patrimoniales doit s'efforcer d'introduire la notion de patrimoine dans le débat social et essayer de transformer les imaginaires qui - comme dans le cas de la Bolivie - sont encore liés à une idée du patrimoine qui se réfère aux grandes manifestations artistiques ou au patrimoine monumental. Dans ce sens, l'incorporation de la question territoriale peut contribuer à donner une nouvelle dimension au débat et au traitement de la problématique patrimoniale et à favoriser la mise en relation des ressources patrimoniales. D'ailleurs, la relation territoire/patrimoine devrait se constituer comme un facteur qui permette de définir les particularités et singularités du territoire en élargissant cette notion actuellement réduite à une vision politico-administrative. La reconnaissance de l'épaisseur historique du territoire et de ses valeurs patrimoniales permettrait ainsi l'établissement des termes d'une négociation sociale et territoriale visant la construction de projets communs et dépassant le paradigme de la compétitivité tel que le système économiquement dominant prétend l'imposer.

The work aiming the development and dynamisation of the resources of matrimony must strive to introduce the heritage notion in the social debate while trying to transform the imaginary one that -as in the case of Bolivia- again is linked to an idea of the patrimony referring to the big artistic demonstrations or to the monumental heritage. In this direction, the incorporation of the territorial question can contribute to give a new dimension to the debate and treatment of the patrimonial issues while favoring the articulation of the patrimonial resources. Besides, the relation territory/heritage should constitute themselves as a factor that allows defining the characteristics and singularities of the territory while widening the currently reduced notion to a political administrative vision. The recognition of the historic thickness of the territory and of its patrimonial values must allow the set up the terms of a social and territorial negotiation aiming the construction of common projects and surpassing the paradigm of the competitiveness that the dominating economic system attempts to impose.

Mots-clés : Bolivie, patrimoine, territoire, projets de territoire.

Words keys: Bolivia, heritage, territory, territory projects.

¹ Andrés Loza travaille actuellement au sein du département URBA de l'Université Catholique de Louvain (Unité d'Urbanisme et Développement Territorial, Place du Levant, 1, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique. Courriel : loza@urba.ucl.ac.be), où il poursuit une thèse intitulée « Processus de construction du territoire. La micro région des vallées de Totorá et Pocona (Cochabamba-Bolivie) ». Cette recherche est menée dans le cadre de la coopération scientifique entre le PRAHC (Programme de Réhabilitation des Aires Historiques de Cochabamba) et l'Université Majeure de San Simón (UMSS) en Bolivie, l'unité URBA-UCL et l'IGEAT-ULB, sous les auspices du Conseil Interuniversitaire des Universités Francophones (CIUF).

Dans cet article je voudrais présenter quelques réflexions à propos de la problématique du patrimoine en Bolivie où le débat public sur l'importance de celui-ci est relativement récent, et où cette notion de patrimoine est encore ambiguë et en processus de construction. S'y posent des questions comme la signification du patrimoine, son potentiel vis-à-vis du développement, sa relation avec le tourisme, avec la construction des identités locales, etc. Or la discussion de ces questions est encore embryonnaire.

Notre recherche doctorale, qui porte sur l'analyse des processus de construction du territoire dans deux communes rurales du département de Cochabamba (Bolivie), pose notamment la question suivante : comment, à partir de la reconnaissance de la profondeur historique du territoire, peut-on générer des regards collectifs et des projets de territoire. Au centre de cette discussion, le patrimoine prend toute son importance en tant que construction sociale, comme mémoire qui devient présente et se projette vers l'avenir.

Le territoire sur lequel on travaille est composé de deux communes (Titora et Pocona) qui ont joué un rôle historique dans le développement de la région de Cochabamba. Cette importance était liée notamment à la production de la feuille de coca à destination des mines d'argent de Potosí et, plus tard, à destination du sud du pays, là où la consommation de coca² s'était répandue. Au présent, ce territoire traverse une situation de crise, en raison de son éloignement des axes économiques du pays, en raison de la chute de la production agricole et de la baisse des prix, à cause, enfin, de la parcellarisation de la terre qui la rend peu productive et engendre une forte migration vers les grandes villes du pays et vers l'étranger.

Dans ce contexte le patrimoine est devenu une ressource potentielle pour la dynamisation des économies locales. Le débat s'entame alors entre une vision

savante de ce que constitue le patrimoine local et une vision plus élargie visant à compromettre les différentes forces et acteurs sociaux. Or, la principale critique vise les pouvoirs techniques et scientifiques qui définissent ce qu'est le patrimoine à partir de classifications verticales et, on peut le dire, externes à ce que le patrimoine signifie pour les sociétés locales.

Le patrimoine et les contextes locaux, un débat à suivre

En Bolivie, le débat sur la problématique du patrimoine est tout à fait nouveau. Les premiers projets pour la protection et dynamisation des ressources patrimoniales



La cathédrale de Potosí.

² Comme on le sait, en Bolivie et dans toute la région andine, la feuille de coca a une signification rituelle et sa consommation fait partie des traditions les plus anciennes. De ce fait les colonisateurs espagnols d'abord et puis les grands propriétaires miniers et terriens ont tiré profit des propriétés toniques de cette feuille pour élargir les journées de travail en exploitant la main d'œuvre indigène et paysanne.

ont été mis en place il y a une vingtaine d'années à peine. Les principales initiatives pour la protection et sauvegarde du patrimoine émanent des institutions, organisations et associations non-gouvernementales qui, à travers les fonds obtenus de la coopération internationale, ont développé une série d'actions visant la réhabilitation et la divulgation des ressources patrimoniales du pays. La participation des institutions publiques, des gouvernements locaux, départementaux ou national a été réduite et peu engagée et on note la presque inexistence de politiques publiques, programmes ou instances technico-politiques dédiées à la dynamisation des ressources patrimoniales.

Dans ce contexte, la notion de patrimoine a été presque exclusivement liée aux grands monuments tangibles (patrimoine architectural, archéologique et urbain), comme c'est le cas pour les villes de Potosí et Sucre, pour les missions jésuites de Chiquitos (Santa Cruz) ou pour le site archéologique de Tiahuanaku (La Paz), tous déclarés par l'Unesco patrimoine de l'humanité. La préoccupation pour le patrimoine immatériel a été ultérieure et, bien que quelques manifestations culturelles aient aussi été déclarées comme patrimoine de l'humanité, la notion de patrimoine, dans le pays, reste étroitement liée aux grands monuments.

En dehors de l'importance symbolique et culturelle de ce patrimoine, la discussion de fond est de savoir à qui il revient de définir ce qu'on doit considérer comme patrimoine d'une société. Cette question est fondamentale, puisqu'il s'agit de définir le sens, la signification que le patrimoine acquiert pour une communauté, pour une société. Ceci constitue ce qu'on pourrait nommer « l'interpellation du patrimoine », c'est-à-dire la situation dans laquelle le patrimoine prend un sens concret pour une société et devient capable d'en mobiliser les différents acteurs sociaux autour de projets communs. En réalité il s'agit d'un processus d'aller et retour à partir duquel la société, les différents groupes ou secteurs



Potosí, la Place centrale. ■

sociaux, attribuent une série de valeurs et significations à des objets, des manifestations culturelles, des ressources naturelles, etc. lesquels à leur tour interpellent la société tout entière.

Dans cette perspective, il faudrait mettre en question les processus actuels, au sein desquels on privilégie une vision « savante », appuyée sur la scientificité, sur la maîtrise de sensibilités historiques ou esthétiques. On attribue ainsi des valeurs patrimoniales sans prendre en compte les systèmes de valeurs culturels ni les logiques et aspirations de la population locale à laquelle ce patrimoine appartient. Pourtant, il ne s'agit pas de disqualifier ces regards mais bien de relativiser les postures



Potosí, une ancienne rue, avec au fond le « Cerro Rico ».

et les pratiques qui imposent d'une façon verticale ce que doit être le patrimoine d'une société. Cette relativisation part du fait que même verticales et quelque part dogmatiques, il s'agit aussi de constructions sociales qui maintiennent leur validité tant qu'il n'existe pas de visions alternatives capables de les interpeller.

Dans notre secteur d'étude, cette vision « savante » a défini comme patrimoine de la région le site archéologique d'Incallajta et la ville Coloniale-republicaine de Totora. Cette définition trouve ses fondements dans les valeurs historiques, en tant que témoins de l'histoire régionale, et dans des valeurs esthétiques déterminées à partir d'études historiques, architecturales et archéologiques. La population locale n'a pas eu la parole dans ce processus, au cours duquel l'attribution de valeurs patrimoniales a été faite à l'écart de la société locale. Or, il est logique qu'au début ce patrimoine ne signifiait pas grand chose pour les acteurs locaux. Il faut en outre signaler que parmi les caractéristiques de cette vision sa-

vante, figurait l'attribution de valeurs à des objets ayant une signification « exceptionnelle », capables d'être reconnus en dehors des frontières locales et régionales.

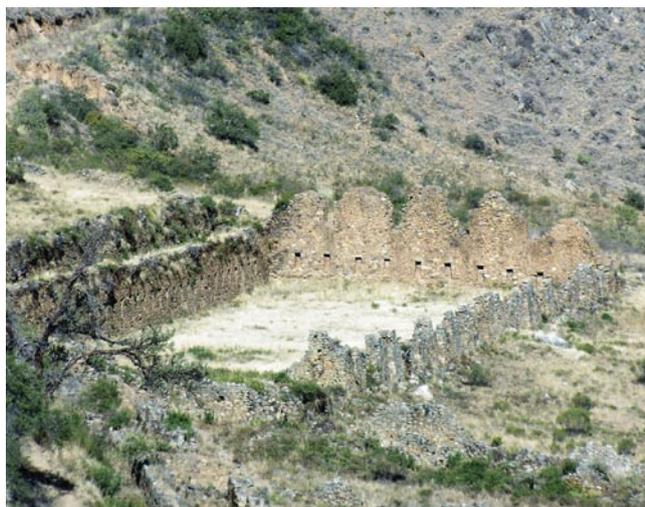
Ceci mérite deux considérations. D'abord, que la définition du patrimoine ne se fait pas par ni pour la société locale, mais bien en fonction d'autres types de préoccupations et intérêts. Cela entraîne que la société locale est peu impliquée dans les processus de protection et de dynamisation des ressources patrimoniales. Mais par ailleurs la classification « officielle » du patrimoine peut apporter l'opportunité, pour la société locale, de s'articuler à des processus nationaux et internationaux desquels elle était auparavant exclue. D'une certaine manière ceci s'est produit avec Incallajta et Totora à mesure que ces localités se sont constituées en destinations potentielles pour le développement d'activités touristiques. Cependant, si ce fait peut être positif, il pourrait aussi être néfaste pour la société locale puisqu'on privilégie quelques éléments en laissant de côté



Site archéologique d'Incallajta (Cochabamba). ■

d'autres manifestations et traditions qui font partie de la culture locale.

Si le patrimoine officiellement reconnu peut jouer un rôle important dans la dynamisation, notamment économique, des processus locaux il peut aussi privilégier une lecture particulière de l'histoire, de la mémoire et des valeurs historiquement hégémoniques en contribuant à la reproduction de celles-ci. C'est justement ce qui se passe avec la ville de Totorá, laquelle, du 18^e au 20^e siècle, a été le centre du pouvoir des grands propriétaires de la région. La classification de la ville comme patrimoine national, compte tenu de sa richesse architecturale et urbaine, a entraîné dans l'imaginaire de la population locale une certaine nostalgie pour une façon de vivre qui, en fin de compte, était fondée sur l'exploitation des indigènes et des paysans. Ceci, qui pourrait pa-



Incallajta-Cochabamba : Vue générale du temple. ■

raître anodin dans d'autres contextes et conjonctures, est quelque chose de très significatif dans une société comme la société bolivienne, et tout particulièrement la société régionale, où la discrimination ethnique est encore en vigueur. Celle-ci fait partie de ce qu'on a appelé « l'idéologie oligarchique-seigneuriale » où l'autre n'est pas l'étranger mais l'indigène, l'originaire. Ceci rebondit dans le fait que, pour la population locale, habiter à Totora signifie avoir un autre statut social, reproduisant les formes de ségrégation sociale et spatiale héritées du passé.

Sans aucun doute, la problématique du patrimoine pose pas mal de questions et produit des situations complexes sur lesquelles il faut agir, en tenant compte du droit de la société locale à définir ce qui constitue son patrimoine. C'est encore plus vrai lorsque la question de la production et de la reproduction des identités est en jeu.

L'épaisseur historique du territoire, le patrimoine et la construction des identités

L'introduction de la problématique territoriale permet d'enrichir la définition même du patrimoine et l'analyse des processus sociaux de sa construction. Dans cette optique, notre préoccupation vise la connaissance et la compréhension des processus historiques de construction territoriale.

Dans le territoire, la lecture historique des marques et vestiges du passé est partielle et limitée, puisque, dans la plupart des cas, l'étude est restreinte à l'analyse d'objets, de supports matériels et de formes territoriales, lesquelles sont plus facilement reconnaissables (compte tenu de leur matérialité) que d'autres facteurs sociaux préexistants mais non immédiatement perceptibles. Si cela est vrai, la prétention de situer l'espace comme l'instance ou la dimension de la structure sociale qui rend compte des processus passés est complètement relative. Ainsi, ce qui perdure n'est pas « l'instance spatiale » mais l'ensemble des supports et des formes territoriales qui rendent compte d'une spatialité³ passée mais qui nécessairement, dans le devenir historique,

font aussi partie des nouvelles spatialités. Ce qu'on veut remarquer c'est que les supports matériels peuvent perdurer tout au long de l'histoire et pourtant les dynamiques dans lesquelles ils s'insèrent et les significations sociales qu'ils acquièrent changent, et génèrent de nouvelles spatialités sur la base de nouveaux processus socio-spatiaux.

Dans l'intention de dépasser l'analyse formelle des processus de construction territoriale, on fait appel au concept de formation sociale ou socio-économique, lequel nous permet de comprendre les dynamiques historiques appliquées aux sociétés concrètes⁴.

L'analyse des processus territoriaux est en soi une tâche difficile parce que le concept de territoire est un concept dynamique qui change en accord avec les facteurs qui définissent son existence comme réalité concrète, comme articulation de processus sociaux et naturels. Il faut ajouter le fait que, dans la reconstruction de ces processus à travers l'histoire, on est contraint de travailler avec les facteurs et les éléments que la construction sociale de l'histoire a voulu mettre en évidence. Dans plusieurs cas la reconstruction des processus territoriaux, sociaux par définition, est conditionnée par les interprétations faites de l'histoire. Ainsi « l'histoire » construite survalorise certains faits. Cependant, la survalorisation elle-même est signifiante puisqu'elle rend compte de la manière selon laquelle un groupe, une classe sociale, s'unifie et légitime son identité à partir d'une lecture ou interprétation historique.

Dans ce cadre, la relation territoire-patrimoine trouve une de ses spécificités puisque la compréhension des processus historiques du territoire implique l'identification des objets, manifestations et valeurs qui font partie de l'identité territoriale et qui constituent le patrimoine social. Ceci étant, il faut dépasser les bornes qu'impose « l'histoire officielle » à partir d'au moins deux principes épistémologiques :

- La problématisation de l'histoire depuis la reconstruction des dynamiques sociales et ses articulations. Ceci doit permettre la génération de nouvelles

3 « Les supports matériels peuvent perdurer tout au long de l'histoire, pourtant les dynamiques auxquelles elles s'insèrent et sa signification sociale se modifient en générant une nouvelle spatialité, sur la base de la dialectique des processus socio-spatiaux » (Loza, 2005).

4 Forgé dans la tradition marxiste, le concept de formation sociale « fait référence aux sociétés historiquement données, là où on ne trouve pas un seul mode de production en état « pur » sinon, par règle générale, une combinaison spécifique de plusieurs modes de production » (Cueva A., 1987)

lectures des processus historiques au fur et à mesure qu'on remet en question ce qui, au premier coup d'œil, apparaît comme évident ou « naturel ». « *La problématisation est le mécanisme du raisonnement qui garantit l'ouverture vers le réel – objectif, grâce au contrôle des conditionnements théoriques, expérimentiels ou idéologiques* » (Hugo Zemelman, 1987).

- Depuis la perspective de la théorie de la reconstruction, il n'est pas adéquat de prétendre comprendre les processus réels, sans faire attention aux manières concrètes dont les acteurs agissent en les déterminant. L'idée de l'analyse historique doit dépasser l'étude des structures générales de la société en

essayant de comprendre ces processus en rapport aux pratiques des agents individuels et collectifs.

L'histoire n'est donc pas un simple donné ou antécédent mais une partie active du processus social de construction territoriale. Il faut remarquer que le territoire n'est pas seulement le résultat de l'histoire mais son contenant, en tant que processus continu. Ainsi des concepts comme ceux de rugosités et d'inerties dynamiques⁵, et celui d'invariants structurels⁶ rendent compte de la complexité du territoire comme synthèse des processus historiques qui deviennent présents et se projettent vers l'avenir.



Totorá-Cochabamba : maisons autour de la place centrale.

5 **Rugosités du territoire** : espace construit ou formes territoriales construites, temps historique qui devient paysage, temps historique attaché au paysage actuel. Inerties dynamiques, les rugosités sont aussi inerties dynamiques, c'est à dire le résultat de l'interaction des multiples variables qui conditionnent ou déterminent plus ou moins partiellement les processus sociaux futurs. (Milton Santos, 2002)

6 **Invariant structurel** : cette expression désigne les caractéristiques qui constituent l'identité d'un système donné et qui, en lui permettant de s'adapter aux perturbations extérieures, en garantissent sa préservation... désigne alors la possibilité/nécessité d'identifier les caractères de l'identité des lieux, qui garantissent sa préservation et sa croissance au cours de ses divers processus de transformation. (Magnaghi, 2003)

Le patrimoine, ce qu'on comprend comme tel, fait aussi partie de ces dynamiques. On ne peut donc pas le penser comme quelque chose d'absolu, de fini, mais comme un processus en constante mutation, et reconstruction. Il semble nécessaire de remarquer ceci, puisque la pratique quotidienne identifie des éléments patrimoniaux en leur attribuant des valeurs à partir de leur propriétés intrinsèques, sans prendre en compte ni le contexte socio – culturel et naturel dont ils font partie, ni la particularité des processus qui leur ont attribué une signification sociale dans le passé et qui les réinterprètent au présent. Le territoire, les processus socio-historiques de sa construction, acquièrent donc une relevance particulière parce que les processus identitaires, et parmi eux l'attribution de valeurs patrimoniales, se jouent fortement en rapport au territoire, aux territorialités⁹. Le territoire acquiert un rôle transversal et articulatoire, depuis lequel il est possible de mettre en contexte spatial et temporel des objets et manifestations patrimoniales. Cela signifie dépasser les caractéristiques et propriétés particulières de chaque élément patrimonial pour trouver leur sens dans le cadre des systèmes sociaux, culturels et territoriaux qui régulent leur permanence, en tant que valeurs socialement partagées, ou leur transformation. Dans ce contexte il faudrait introduire la notion de patrimoine territorial lequel ne renvoie pas seulement aux fleurons du patrimoine « *mais aux structures et aux morphologies territoriales et urbaines*



Tora-Cochabamba : maisons autour de la place centrale. ■

résultant des processus de co-évolution entre l'établissement humain et le milieu, aux caractéristiques du paysage, à la nature particulière de certains systèmes environnementaux ou de certains systèmes économiques et culturels, à base locale, aux caractéristiques du paysage agricole, etc. » (Magnaghi, 2003).

Il nous semble que le travail visant la valorisation et la dynamisation des ressources patrimoniales doit s'efforcer d'introduire la notion de patrimoine dans le débat social en essayant de transformer l'imaginaire social qui est encore lié à une idée du patrimoine référant aux grandes manifestations artistiques ou au patrimoine monumental. Sur cet axe, l'étude des processus territoriaux, de l'épaisseur historique du territoire, doit favoriser la génération de nouveaux débats locaux et régionaux visant à :

- Élargir les termes de la discussion sociale et de la négociation à propos de la question territoriale, identitaire et patrimoniale. Discussion qui est pour l'instant restreinte aux élites académiques et politiques.
- Mettre en évidence et générer le débat social autour des éléments, objets et manifestations qui font partie des identités locales et régionales. Tout ça à partir de la proposition d'une nouvelle lecture des processus historiques et des potentialités/possibilités pour l'avenir.
- Identifier les valeurs et ressources du patrimoine local en favorisant la génération d'initiatives visant leur protection et dynamisation.

Le débat social autour de la question patrimoniale s'enrichit si on élargit le cadre dans lequel on l'envisage à partir de la notion de territoire. Dans des contextes, comme celui de notre secteur d'étude, envisager la question patrimoniale de façon séparée de la réalité locale débouche sur l'incapacité de mobiliser les acteurs sociaux pour la protection et la dynamisation des ressources patrimoniales. Par contre, le patrimoine pourrait jouer un rôle important comme facteur potentiel de cohésion sociale, de (re)construction des identités et de génération de niveaux croissants d'autodétermination.

⁷ « Les choix de faits et de lieux de mémoire, réalisés par les sociétés locales, régionales ou nationales, dans le dessein inavoué de consolider leur identité (territoriale notamment) au présent, donc de favoriser leur régulation et leur reproduction, ne s'effectuent pas au hasard ». (Di Méo, 2001).

C'est encore plus vrai, dans des sociétés dont la culture et l'identité ont été négligées depuis des siècles, là où les modèles de comportement ne se définissent pas par ce qu'on est culturellement mais par ce qu'on peut aspirer à être dans une société (nationale-globale) qui vous a toujours nié.

Depuis que se pose la question des identités, le patrimoine acquiert une véritable importance dans la construction sociale des territorialités, dans la construction de ce qu'on pourrait nommer « l'espace socialement incorporé ». Lequel « *est un acte converti en flux constant de détermination qui soutient : moi, c'est moi et mon espace ; cet espace ne serait pas reconnaissable sans moi, je ne suis pas moi, en dehors de cet espace* » (Zavaleta, 1986). Le patrimoine, lié aux identités et au territoire, dépasse les bornes de la classification « savante » pour se constituer en matière sociale, comme quelque chose qui ne peut pas être traité en dehors de la problématique de la société qui le contient et lui donne une signification.

La relation territoire/patrimoine ici évoquée doit se constituer comme un facteur qui, à travers le débat social, permet de définir les particularités et singularités du territoire en élargissant la notion actuellement réduite à la vision politique – administrative. Aujourd'hui, se pose le problème que chaque commune, chaque unité politique est presque complètement désarticulée de son contexte, ce qui empêche de construire des projets solides, conséquents avec les processus réels. Tout ça, en tenant compte que les problématiques sont partagées et que les solutions doivent faire partie d'un travail articulé.

Territoire, patrimoine et compétitivité

Territoire et patrimoine se trouvent donc au centre de la discussion à propos de la génération de processus de développement dits locaux. Dans ce cadre on a insisté sur les potentialités de la relation territoire/patrimoine en vue de générer une meilleure cohésion dans les sociétés locales. Cependant, il est nécessaire de préciser que les articulations doivent être mise en œuvre, dans les territoires, de façon transversale, entre territoires, et de façon verticale avec d'autres échelles territoriales et sociales (région, nation, monde). Ainsi une des questions qui se trouve au centre du débat est celle de la « compétitivité territoriale ».

La logique du capital globalisé détermine que les sociétés et territoires ayant la capacité d'affronter la concurrence dans le marché mondial sont appelées à « se développer ». Dans ce contexte, il semble que le but est d'être compétitif, de ne pas rester relégué. Mais cette concurrence signifie aussi passer au-dessus des autres, compromettre les possibilités des autres. Cette vision est liée à une notion spécifique qui définit comme développement local la capacité de générer dans le territoire les conditions qui réclament le capital, en attendant qu'y arrivent les inversions et les forces transformatrices propres au style de modernisation capitaliste. Les sociétés locales doivent donc se réorganiser en générant les conditions de leur liaison aux processus globaux.

Mais, quels sont les dangers d'envisager la question de la compétitivité depuis cette perspective ? Quand on parle de compétitivité au niveau des sociétés locales, cette compétitivité ne signifie pas la croissance des capacités à concourir dans le marché mondial, face aux grandes entreprises mais la concurrence entre sociétés locales, également reléguées. On parle alors de régions « perdantes » et de régions « gagnantes ». Cependant cette concurrence ne correspond pas à une vision intégrale du développement, d'abord parce qu'elle privilégie les rapports économiques et parce que cette logique peut dégénérer vers la désarticulation des sociétés locales, en tant que parties d'une région ou une communauté plus large.

Un exemple sorti de notre secteur d'étude est la relation patrimoine/tourisme/territoire. Le tourisme a acquis, ces derniers temps, une place très importante dans le discours politique local. Il semblerait que toute solution passe par le tourisme, donc par la mise en valeur du patrimoine reconnu (Incallajta et Totorá). Pourtant, il s'agit d'une vision très localiste, qui vise à la génération de flux touristiques par le biais de la valorisation du patrimoine monumental à la manière d'enclaves touristiques. Ceci pourrait paraître une alternative valable, pourtant cela implique la concurrence entre territoires voisins, qui pourraient travailler de façon articulée, en visant des objectifs communs. Les véritables potentiels se trouvent au niveau des articulations possibles pour la production de circuits qui permettraient de constituer un produit touristique plus attractif et qui bénéficieraient d'une base sociale plus large, pour la dynamisation des ressources patrimoniales et des activités touristiques.

Dans un système dont les éléments sont de plus en plus déterminés au niveau global, il semble logique que quand on parle de sociétés locales il faille préciser que celles-ci sont aussi intimement liées à des processus qui n'ont pas de base locale et qui pourtant déterminent leur comportement. Il doit être clair que la « question locale » ne se résout pas seulement à l'échelle locale et ça, non seulement parce que les processus locaux sont conditionnés par les dynamiques globales, mais parce que c'est justement dans ces dynamiques que la « question locale » peut trouver les conditions de sa réalisation. Selon Coraggio, « *il faut opposer à la prétention d'universalité du libre marché, de l'entreprise et des rapports capitalistes une autre prétention d'universalité, celle des droits de l'homme, sociaux et politiques, et des conditions de leur réalisation effective... de telles conditions ne sont pas exclusivement du domaine local... elles exigent l'action de forces collectives et institutionnelles, d'organisations politiques et sociales d'ordre national, régional et même mondial* » (Coraggio, 2000).

Au-delà de la compétitivité, qui peut dériver en désarticulations importantes, se pose la nécessité d'une articulation visant la poursuite d'objectifs communs. La reconnaissance de l'épaisseur historique du territoire et de ses valeurs patrimoniales doit permettre justement l'établissement des termes d'une négociation sociale et territoriale visant la construction de projets communs. La mise en évidence des systèmes de valeurs socialement partagés devrait déboucher sur le dépassement des localismes exacerbés, particulièrement là où ceux-

ci peuvent entraîner le blocage des processus de développement.

Il s'agirait, en tout cas, de se faire concurrence pour les gens et non pour le capital. Ce qui signifie de ne plus associer l'idée du développement avec celle de la simple croissance économique, dont les coûts sociaux sont incompatibles avec la poursuite des principes de justice sociale. « *La concurrence ne peut pas être effacée du champ de ce qui est possible, ni convertie en émulation d'un moment à l'autre... elle peut être régulée depuis les pouvoirs non économiques et évaluée dans ses conséquences, en démontrant à ceux qui en profitent qu'il y a de meilleures combinaisons de comportement où tout le monde peut être inclus et dont tous peuvent espérer une meilleure qualité de vie* » (Ibid).

A ce propos, l'articulation des notions de territoire et patrimoine trouve une place fondamentale. L'introduction du patrimoine, de la construction des identités sociales, dans le débat sur le territoire et la construction des projets territoriaux met en question la problématique de la construction des identités territoriales dont la pratique d'aménagement s'est montrée trop peu soucieuse. À son tour, l'incorporation de la question territoriale peut contribuer à donner une nouvelle dimension au débat et au traitement de la problématique patrimoniale en favorisant la mise en relation des ressources patrimoniales, entre elles et avec des systèmes socio-territoriaux concrets.

Bibliographie :

- CORAGGIO J.L. (2000). *La relevancia del desarrollo regional en un mundo globalizado*, En fronesis.Org (<http://www.Fronesis.Org>) . Consultado en junio 2004.
- CUEVA A. (1987). *La teoría marxista, categorías de base y problemas actuales*, Editorial planeta, Ecuador.
- DI MEO G. (2001). *Géographie sociale et territoires*, Nathan
- LOZA A. (2005). *Procesos de construcción territorial. La microregión de Pocona y Totora (Cochabamba-Bolivia)*, Mémoire DEA, UCL.
- MAGNAGHI A. (2003). *Le projet local*. Collection Architecture+Recherches, Pierre Mardaga.
- SANTOS M. (2000). *La naturaleza del espacio. Técnica y tiempo. Razón y emoción*, Editorial Ariel, Barcelona.
- ZAVALETA R. (1986). *Lo nacional popular en Bolivia*, Siglo XXI editores, México.
- ZEMELMAN H. (1987). *Conocimiento y sujetos sociales, contribución al estudio del presente*, Jornadas 111, El Colegio de México, México.